

LISTE VERTE DE L'UICN DES AIRES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES

Faire progresser la qualité de gestion et de gouvernance
des aires protégées et conservées à l'échelle mondiale
en valorisant les sites et les pratiques exemplaires



CONSERVATION REUSSIE



CONCEPTION



GESTION



GOVERNANCE



LA LISTE VERTE DES AIRES PROTÉGÉES ET CONSERVÉES DE L'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) est une nouvelle initiative qui promeut une approche positive de la conservation, et vise à reconnaître, encourager et valoriser les succès obtenus par les gestionnaires d'aires protégées. Lancée officiellement en 2014 à l'occasion du Congrès mondial des parcs, elle est appelée à devenir une référence mondiale pour l'ensemble de la communauté de la conservation de la nature.

LA LISTE VERTE DES AIRES PROTÉGÉES REPOSE SUR QUATRE COMPOSANTES :

Reconnaître,
encourager et
valoriser les succès
obtenus par les
gestionnaires d'aires
protégées

- des standards répartis dans quatre piliers thématiques permettant d'évaluer les moyens mis en oeuvre et les résultats obtenus :



Conception



Gestion



Gouvernance



Conservation réussie

- un système d'accréditation impliquant des experts et des organismes indépendants pour garantir la crédibilité du processus d'évaluation ;

- une procédure de candidature en plusieurs étapes destinée à apprécier l'éligibilité de chaque candidature et le cas échéant,

à fournir un accompagnement technique pour atteindre les standards ;

- des outils de sensibilisation et de communication afin de valoriser les lauréats aux échelles nationale et internationale, et de soutenir à long terme les gestionnaires engagés dans la démarche.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CETTE INITIATIVE?

L'objectif principal de la liste verte est de contribuer à faire progresser la qualité de gestion et de gouvernance de l'ensemble des aires protégées à l'échelle mondiale, en valorisant les sites et les pratiques

exemplaires.

La liste verte a également pour but d'aider les Etats Parties de la Convention sur la diversité biologique à mettre en oeuvre le plan stratégique 2011-2020, en particulier l'objectif n°11 d'Aichi qui engage à protéger « **d'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, (...) au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres**

mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin. »

En s'appuyant sur des standards internationaux de qualité, la liste verte peut également constituer un outil de diagnostic pour mesurer la réalisation d'objectifs et contribuer à faire converger les dispositifs de suivi-évaluation de la gestion.

QUELLE PLUS-VALUE PAR RAPPORT AUX AUTRES SYSTEMES ?

Depuis la création du parc national de Yellowstone en 1872, plus de 170 000 aires protégées ont été établies dans le monde, couvrant près de 13% des terres émergées et 2% des océans.

Ce développement surfacique doit s'accompagner du renforcement de la gestion et de la gouvernance des outils de protection afin d'assurer leur mise en œuvre effective. Bien que des initiatives visant à récompenser les aires protégées existent (Panparks, diplôme européen, grand prix Natura 2000, etc.), **il n'existe pas de système de référence appliqué à l'échelle internationale pour suivre et évaluer l'efficacité de la gestion de ces outils, malgré l'engagement des Etats-parties de la convention sur la diversité**

biologique (CDB) à le faire sur 30% de leurs territoires sous protection.

Le système de la liste verte sera adapté et décliné pour prendre en compte la diversité des contextes de gestion. Les gestionnaires d'aires protégées développent des systèmes de suivi et d'évaluation complets et adaptés aux besoins de leurs territoires mais qui ne permettent pas d'établir des comparaisons avec d'autres sites. En mettant en place un système de rapportage commun à l'ensemble des aires protégées, la liste verte permettra de faciliter les comparaisons.

L'initiative liste verte ne repose pas seulement sur un ensemble de standards internationaux mais correspond aussi à un processus d'amélioration continue de la gestion et de la gouvernance.

POURQUOI LA FRANCE S'IMPLIQUE-T-ELLE ?

Suite au congrès mondial de la nature de 2012, il a semblé important au Comité français de l'UICN de participer en amont à cette initiative et contribuer à l'évolution de la méthodologie. Les systèmes d'aires protégées français sont souvent des modèles de pratique et de succès mais

L'efficacité de gestion est un défi pour les aires protégées françaises

ne bénéficient pas suffisamment d'une visibilité internationale. La liste verte permet de mettre en avant notre savoir-faire en matière de gestion des espaces protégés, de mutualiser ainsi nos expériences, et également de pouvoir s'inspirer des bonnes expériences provenant d'autres pays.

En 2013, le Comité français de l'UICN a établi le groupe de travail français afin de développer et mettre en place la procédure au niveau national. Présidé par Jean-Philippe Sibley, Directeur du Service du patrimoine naturel au Muséum national d'Histoire naturelle, il est composé de professionnels de la conservation de la nature et de personnes choisies pour leur compétence et leur intérêt pour la gestion et la gouvernance des aires protégées. Les réseaux d'aires protégées sont également associés aux réflexions méthodologiques pour le développement de l'initiative au niveau national.

La majorité des réseaux d'aires protégées français sont intéressés par cette initiative et impliqués dans la démarche.





QUELS TYPES D'AIRES PROTÉGÉES PEUVENT CANDIDATER?

La liste verte s'applique à toute aire protégée répondant à la définition de l'UICN, à savoir « **un espace géographique clairement défini, reconnu, dédié et géré, par des moyens légaux ou autres, afin de favoriser la conservation à long-terme de la nature et des services écosystémiques et des valeurs culturelles qui y sont liés** ». En France, la plupart des outils de protection réglementaire, foncière ou contractuelle recensés dans l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN) correspondent à ces critères, exception faite des désignations internationales dans la mesure où elles se superposent à des statuts de protection déjà existants. Par ailleurs, aucun seuil minimal ou maximal de superficie n'a été défini pour porter candidature.

La liste verte s'applique à toute aire protégée répondant à la définition de l'UICN

QUELLE EST LA GOUVERNANCE DE L'INITIATIVE ?

Le système de la liste verte de l'UICN vise à garantir la transparence du dispositif, à favoriser l'engagement des gestionnaires dans un processus d'amélioration continue et à assurer l'indépendance de l'évaluation. La gouvernance repose sur :

Le Comité de pilotage international UICN, composé d'experts internationaux, est responsable du processus, de la méthodologie globale et de la décision finale pour l'inscription de l'aire protégée sur la liste verte. Il est en charge notamment de développer les standards, en partenariat avec des experts et des institutions locales, nationales et internationales, auxquels doivent répondre les aires protégées candidates.

L'examineur, indépendant et étranger du pays au sein duquel une aire protégée est candidate pour la liste verte. Son rôle est de s'assurer que le déroulement du processus et les résultats fournis par le gestionnaire et le groupe de référence sont conformes aux standards internationaux de la liste verte. L'examineur travaille pour le secrétariat international de l'UICN.

Le groupe de travail national. Il a pour rôle de promouvoir la liste verte au niveau national, d'aider les aires protégées d'un point de vue technique et de décider si les formulaires d'inscription à la liste verte sont conformes pour une présentation au Comité de pilotage international.

L'accompagnateur, nommé par

le groupe de travail national. Il a pour objectif de conseiller le gestionnaire et suivre le dossier de candidature de l'aire protégée. Il peut également s'entretenir avec l'examineur afin de vérifier la complétude du dossier.

Le rapporteur, nommé au sein du groupe de travail. Il évalue le dossier de l'aire protégée candidate, réalise une mission d'évaluation in situ d'un ou de plusieurs sites candidats, et présente les conclusions aux membres du groupe de référence avant toute délibération.

Le gestionnaire (et l'organe de gouvernance du site), responsable de la candidature. Il doit avoir compris les

engagements et les objectifs du processus et s'engage, à la suite de l'inscription sur la liste verte, à réaliser les actions nécessaires au maintien de l'aire protégée en conformité avec les standards.

QUELLE EST LA PROCÉDURE D'INSCRIPTION ET D'ÉVALUATION?

La candidature est une démarche volontaire initiée par le gestionnaire ou son réseau représentatif.

La procédure prévoit trois étapes successives :

- dans un premier temps, **le candidat s'engage** formellement à chercher à atteindre les principes

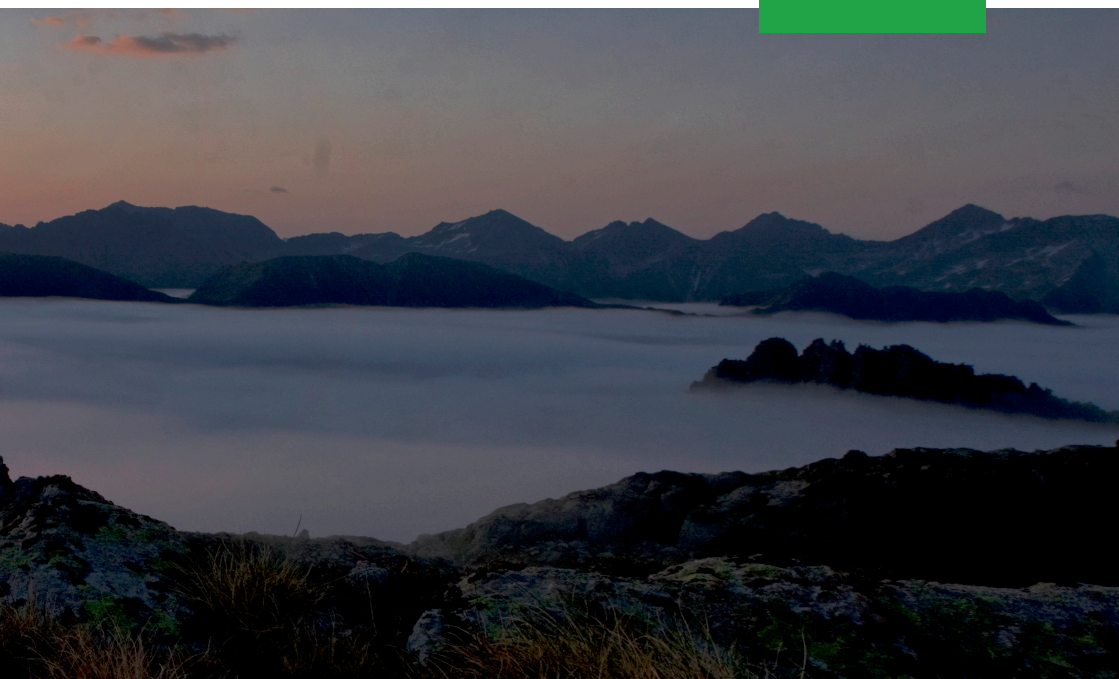


et les standards de la liste verte dans les cinq ans à venir ;

- **le site fait l'objet d'une évaluation** afin de déterminer la conformité de sa gestion et de sa gouvernance avec les standards de la liste verte. Des critères et des indicateurs rigoureux ont été établis pour réaliser ce diagnostic et portent sur des dimensions aussi diverses que l'identification des valeurs naturelles, les avantages culturels, économiques et sociaux fournis par le site, la concertation et la communication avec les populations locales dans la gestion, la prise en compte des changements globaux, les succès obtenus en matière de conservation de la biodiversité. Certains indicateurs sont adaptés

afin de prendre en compte les spécificités d'outils de protection et les contextes biogéographiques ;
- au terme de ce processus d'évaluation, si le site répond à l'ensemble des standards de la liste verte, **l'inscription est prononcée par le comité de pilotage international**. Elle est valable pour une durée de cinq ans renouvelable, à la suite d'une procédure de révision périodique.

La candidature
est une démarche
volontaire initiée
par le gestionnaire



QUELS SONT LES BÉNÉFICES DE LA LISTE VERTE ?

La liste verte encourage une approche positive de la gestion des aires protégées, qui récompense les efforts de conservation et les démarches innovantes, tout en mesurant les progrès accomplis. Elle présente de nombreux avantages directs et indirects pour les gestionnaires, leurs réseaux représentatifs et les Etats Parties de la Convention sur la diversité biologique :

Pour les Etats :

- la liste verte constitue un outil de suivi de la mise en oeuvre de l'objectif n°11 d'Aichi ;
- elle contribue au développement d'un cadre d'évaluation cohérent de la gestion et de la gouvernance des aires protégées à l'échelle nationale et internationale ;
- elle permet aux aires protégées de converger vers des objectifs de qualité de haut niveau.

Pour les gestionnaires et leurs réseaux représentatifs :

- l'inscription sur la liste verte offre une reconnaissance internationale de la qualité de gestion du site ;
- la démarche de candidature constitue une source de motivation

pour atteindre et maintenir des standards élevés de qualité ;

- la liste verte facilite la mutualisation des expériences réussies entre les aires protégées aux échelles nationale et internationale ;
- l'évaluation permet d'établir un état des lieux précis des problèmes rencontrés et de proposer des pistes d'amélioration concrètes ;
- ce faisant, elle constitue un outil de mesure des progrès accomplis et de comparaison entre sites et peut contribuer à optimiser les dispositifs de suivi-évaluation à long terme pour mesurer l'efficacité de la gestion du site.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES EN CAS D'ÉCHEC ?

La liste verte est fondée sur des principes d'équité et de progrès. Si un site candidat ne parvient pas à atteindre les standards de la liste verte, le gestionnaire peut bénéficier d'un accompagnement technique fourni par l'UICN et d'un mécanisme de partage d'expériences afin de renforcer les capacités. La candidature peut être ensuite représentée dans le temps d'engagement de cinq années.

La liste verte est fondée sur des principes d'équité et de progrès



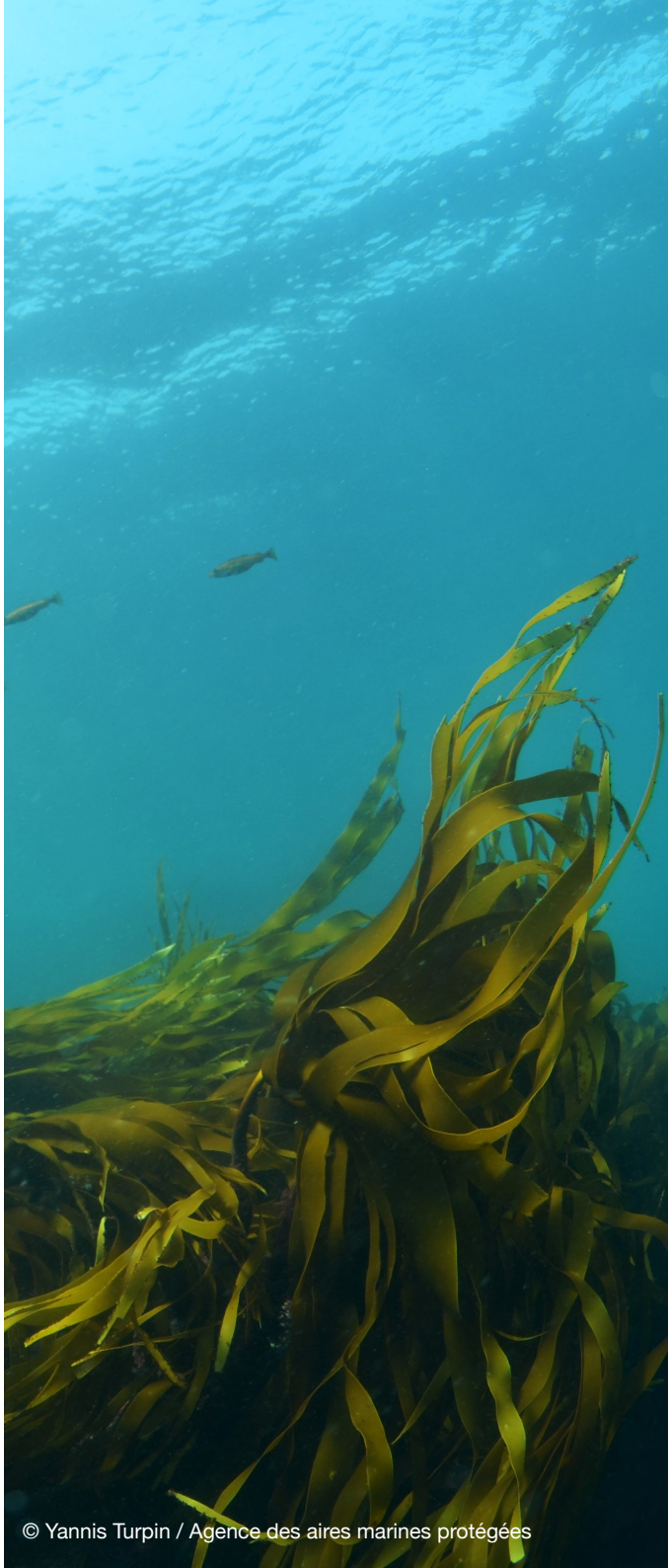


UICN Comité français
Union internationale pour
la conservation de la nature
Musée de l'Homme
17, Place du Trocadéro
75016 PARIS - FRANCE
tél : 33 1 47 07 78 58
www.uicn.fr

Groupe de travail français
[http://listeverte.
airesprotegees.fr](http://listeverte.airesprotegees.fr)

Site international de l'initiative
<http://www.iucngreenlist.org>

Couverture : © Frédéric Cadene
/ Réserve Naturelle marine de
Cerbère-Banyuls
Conception : Comité français de
l'UICN



© Yannis Turpin / Agence des aires marines protégées